

Des mots utilisés à mauvais escient, M^e Capelovici

Démantèlement, réforme, acquis social, service public... les médias et les services de presse sont pleins de ces mots associés à toutes les sauces, à tel point qu'ils perdent tout sens. S'il est vrai qu'un article ou un communiqué se lit plus agréablement s'il est un peu pimenté, on apprécierait que les slogans laissent davantage la place à l'analyse.

Il y a dix jours, le Parti socialiste annonçait ainsi un rapprochement avec les Verts en vue de « faire avancer les réformes sociales écologiques ». On ne reviendra pas sur les réformes écologiques, dont on peut deviner le contenu. En revanche, on s'étonne d'entendre parler de « réformes sociales ». Ces deux partis souhaiteraient-ils revoir les institutions sociales dans leur fonctionnement afin de les améliorer ? Point du tout, ils souhaitent en fait les développer. Parler de réforme constitue donc clairement un abus de langage. Et l'objectif final de ces développements est d'empêcher le fameux «démantèlement social par les milieux néo-libéraux».

« Démantèlement social »: cette expression fait l'objet d'un usage abusif systématique. Rappelons que le démanteler signifie « abattre », « démolir ». Qu'en est-il dans la réalité en matière sociale ? Ce secteur est aujourd'hui le principal poste de dépenses dans notre société, les prestations nouvelles fleurissent, les adaptations à la réalité actuarielle, quand il y en a, sont modestes et insuffisantes.

Le terme « acquis social » vaut aussi le détour. Car il ne traduit pas seulement la volonté de conserver ce qui est bon pour l'ensemble de la société, mais surtout de jeter le voile sur toute réflexion prospective et toute remise en question, même partielle. Pas moyen non plus de placer des priorités, évidemment, puisque tout doit demeurer en l'état, voire être encore développé.

Le « néo-libéralisme » est aussi d'un usage très commode. Il permet de jeter l'opprobre sur toute action politique qui ne serait pas adoubee par la pensée « progressiste ». Alors que nous sommes fort éloignés d'un modèle libéral pur et dur, on en craint les ravages comme la peste. En d'autres mots, le danger est inversement proportionnel au risque.

En guise de dessert, on ne saurait évoquer ces quelques termes du vocabulaire politique sans mentionner l'inénarrable « service public ». Cette tarte à la crème ne définit pas les prestations d'intérêt général censées être accessibles à tout individu, mais les structures, anciennes ou actuelles, qui les fournissent. Ainsi en va-t-il de la Poste, qui devrait à jamais conserver son réseaux de bureaux, ainsi que le demande une initiative populaire soumise à votation en septembre. Même l'Eglise doit parfois réduire le nombre de ses offices par manque de participants.... mais il faudrait empêcher la Poste, qui voit le trafic des lettres et colis reculer, d'en faire autant. Le réseau postal serait-il sacré ?

Vincent Simon